

Bernard Cassen

Tout a commencé à Porto Alegre...

Mille forums sociaux !

M I L L E E T U N E N U I T S

Avant-propos

Ceci n'est pas une histoire sainte...

De Porto Alegre (janvier 2001, 2002 et 2003) à Paris/Saint-Denis (novembre 2003) et à Bombay (janvier 2004), on a vu naître et se développer des espaces politiques radicalement nouveaux : les Forums sociaux. Ils étaient d'abord mondiaux ; ils ont ensuite essaimé au niveau continental (Asie, Afrique, Europe), puis au niveau national dans une trentaine de pays, et enfin au niveau local (près de 80 déjà en France). Ce phénomène doit être décrit et interrogé, car il semble destiné à durer : originellement conçus comme des événements, nombre de ces Forums, ceux organisés à l'échelle locale, tendent en effet à se convertir en processus permanents, déconnectés de l'événement ponctuel.

J'ai eu le privilège, dans le cadre de mes responsabilités tant à Attac qu'au *Monde diplomatique*, de me trouver en première ligne pour

la conception et la mise en œuvre de ce premier Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre de 2001 où tout a commencé. J'ai été étroitement impliqué dans ses suites et dans nombre de ses essaimages hors du Brésil. C'est pourquoi, précision qui n'est sans doute pas inutile, ce livre est écrit à la première personne et n'engage donc que moi.

Je n'ai pas, on le verra, rédigé une histoire sainte en langage convenu : même s'ils n'en constituent absolument pas l'essentiel, les conflits ouverts ou camouflés, les tentations de prise en main détournée font aussi partie du sujet. Il aurait en effet été surprenant que, même autopropulsée par sa dynamique propre, une floraison de Forums aussi porteuse d'espérances ne devienne pas un enjeu important pour différentes organisations. Et cela, qu'elles restent extérieures à son développement ou qu'elles s'y impliquent.

Fallait-il le dire, au risque de donner quelques arguments momentanés à ceux qui veulent dénigrer le mouvement altermondialiste ? Je pense que oui, car il ne peut continuer à se développer si, à l'expérience, ses bases se révèlent ambiguës. Les militants et les responsables d'organisations ont le droit de savoir où ils vont, et d'avoir la garantie qu'ils ne « roulent » pour personne. Par ailleurs, selon que les

Forums bifurqueront dans une direction ou dans une autre, leur capacité à transformer en continent les actuels archipels de luttes anti-libérales en sera amoindrie ou fortifiée. Dans ce dernier cas, mille Forums locaux pourraient bientôt mailler la planète !

La matrice du FSM de Porto Alegre – un cadre permettant de réunir des acteurs sociaux très divers qui s’ignoraient parfois et qui sont loin d’être d’accord sur tout – a déjà fait ses preuves. À force de se fréquenter, ces acteurs (associations de tout genre, mouvements d’éducation populaire, ONG environnementales et de solidarité Nord/Sud, syndicats) nouent des liens de plus en plus forts, et avancent graduellement vers des consensus inimaginables il y a seulement deux ou trois ans. Mais la question du débouché politique des Forums (comme, d’ailleurs, des propositions d’Attac) ou, dit autrement, du passage à l’acte pour faire advenir « un autre monde possible » reste entière. Et elle nourrit de légitimes frustrations. En conclusion, je tenterai d’avancer quelques premiers éléments de réponse, en sachant bien que le débat ne fait que commencer.

Chapitre I

Porto Alegre : pourquoi et comment

1.

Remue-méninges rue Claude-Bernard

Il est des occasions où, en une fraction de seconde, on a l'intuition, on éprouve même l'absolue certitude qu'une initiative est promise à un bel avenir. Ce fut le cas ce mercredi 16 février 2000 lorsque, d'une discussion avec Chico Whitaker et Oded Grajew dans mon bureau du *Monde diplomatique*, à l'époque situé rue Claude-Bernard à Paris, surgit l'idée d'organiser un Forum social mondial à Porto Alegre. Après avoir pris congé de mes deux visiteurs, je me souviens m'être précipité dans le bureau, tout proche, d'Ignacio Ramonet, et lui avoir dit : « Ignacio, nous allons monter une opération historique : couler Davos ! » Après que je lui eus rapidement décrit le projet – et il tenait en quelques mots –, Ignacio fut, lui aussi,

immédiatement enthousiasmé, et nous décidâmes aussitôt que le *Diplo* mettrait tout son poids dans la balance pour que cette idée se concrétise.

C'est l'histoire de la construction de ce projet que je vais maintenant raconter, car les circonstances ont fait que j'en ai été l'un des acteurs privilégiés. Cela fournira également des matériaux de première main aux chercheurs qui écrivent déjà ou écriront des travaux sur la genèse du premier Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre. Je traiterai ici presque exclusivement de son histoire, parfois même de sa petite histoire, de ses coulisses donc, et aussi de l'ingénierie politique et médiatique qui permit de le réaliser. Je réserve aux prochains chapitres l'analyse de sa portée et de ses essais.

Chico (diminutif de Francisco) et Oded¹ étaient venus me voir à la fois en tant que président d'Attac France et en tant que journaliste et directeur général du *Monde diplomatique*. Si

1. Je les désigne simplement par leur prénom, comme on le fait dans la vie courante, de même que dans la presse au Brésil, pour les personnalités très connues, même quand on ne sympathise pas spécialement avec elles. Il n'y a pas besoin de préciser le patronyme pour savoir qui est Marta (Suplicy), Tarso (Genro), Olivio (Dutra) ou, avant Lula (et même encore aujourd'hui), Fernando Henrique (Cardoso) ou Itamar (Franco).

Porto Alegre fut essentiellement, au départ, une initiative franco-brésilienne, c'est qu'existaient déjà entre nous des liens solides et amicaux, forgés dans l'une et l'autre de mes responsabilités. Chico était à l'époque le secrétaire de la commission Justice et Paix de la Conférence nationale des évêques brésiliens, et ancien député du Parti des travailleurs (PT) à l'Assemblée législative de l'État de Sao Paulo. Il parle parfaitement le français (une de ses filles vit en France) et était déjà membre du petit groupe, animé par Antonio Martins, qui, à Sao Paulo, réalise depuis plusieurs années une édition du *Diplo* en portugais (sur Internet, en attendant une version papier qui ne devrait plus trop tarder).

Quant à Oded, j'avais fait sa connaissance l'année précédente : de passage à Paris, il m'avait téléphoné, simplement pour me rencontrer, après m'avoir vu dans un programme de télévision très réputé au Brésil, *Roda Viva*, produit par la chaîne publique éducative de Sao Paulo : un invité (en général politique), assis sur un fauteuil pivotant, y est mis sur le gril pendant deux heures par neuf journalistes ou spécialistes qui le surplombent dans des loges formant un cercle fermé au-dessus de sa tête. Cette configuration est censée l'intimider : il se trouve dans une sorte de fosse aux lions, mais où les fauves seraient assis dans les gradins...

En fait, les questions n'avaient pas été aussi agressives que l'on m'avait donné à le penser. Ou bien Brésiliens et Français n'avons pas la même appréciation de ce que peut être une controverse un peu vive... Bref, si Oded tenait à me voir, c'était que j'avais dû me tirer honorablement de l'exercice...

Oded, qui parle aussi parfaitement le français, est ingénieur, ancien industriel du jouet, président d'une fondation pour les droits des enfants, dirigeant de l'Institut Éthos des entreprises et de la responsabilité sociale, ainsi que de l'Association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté (Cives). Un entrepreneur de gauche donc, et, lui aussi, membre du PT. Après son élection, Lula l'a appelé à ses côtés comme conseiller spécial chargé, notamment, des relations avec les mouvements sociaux brésiliens et étrangers. L'Église catholique et l'entreprise : à première vue, les trajectoires personnelles de mes deux interlocuteurs ne correspondaient pas à l'idée de grande radicalité que l'on s'est faite de Porto Alegre...

Pour comprendre la suite, je dois dire que, depuis le premier voyage que j'y fis il y a une trentaine d'années, j'ai eu l'occasion d'aller des dizaines et des dizaines de fois au Brésil. Je m'y étais en particulier rendu à plusieurs reprises au cours des années précédentes, tant pour des colloques que pour le lancement de l'édition

locale du *Diplo*. Ainsi, l'année précédente (fin février et début mars 1999), Antonio Martins m'avait organisé une tournée dans cinq villes – Rio, Belo Horizonte, Brasilia, Porto Alegre et Sao Paulo – où j'avais présenté les objectifs d'Attac, notamment la taxe Tobin, et, ce faisant, stimulé la création de groupes locaux. Conférences, débats, entretiens avec les médias, rencontres avec des universitaires, des syndicalistes et des dirigeants politiques : mon ami m'avait bâti un programme ne me laissant pas une seconde de répit au cours de journées longues de treize à quatorze heures, sans compter les déplacements en avion aux petites heures de la matinée pour gagner la ville suivante de cet immense pays.

Ce rapide périple m'avait permis de connaître, et de sensibiliser aux thèmes d'Attac et à la diffusion des analyses du *Diplo*, des personnalités aussi diverses, entre autres, que Celio Castro, alors maire de Belo Horizonte ; Miguel Arraes, président du Parti socialiste brésilien (PSB), ancien gouverneur de l'État de Pernanbuc et résistant farouche à la dictature militaire ; José Dirceu, alors président du PT, devenu chef de la Maison civile (sorte de Premier ministre) de Lula, pardon, du président Luiz Inacio Lula da Silva ; Eduardo Suplicy, sénateur PT de l'État de Sao Paulo (et ex-mari de l'actuelle maire PT de la ville, Marta Suplicy) ; Barbosa Lima Sobrinho, doyen du

journalisme brésilien et référence nationale pour la gauche et la droite (âgé de cent deux ans à l'époque, et décédé depuis).

Pendant ce séjour, je m'étais aussi entretenu, parmi les futures grandes figures du futur Forum social mondial, avec Joao Pedro Stedile, porte-parole du Mouvement des sans terre (MST) ; à Porto Alegre, avec Luis Fernando Verissimo, incontestablement l'un des plus brillants, en même temps que le plus engagé dans le combat anti-néolibéral, des journalistes brésiliens ; et également avec Tarso Genro, à l'époque ancien (et futur) maire de la ville, que je connaissais déjà depuis l'année précédente. Aujourd'hui Tarso est secrétaire d'État, avec rang de ministre, chargé de la coordination du Conseil national du développement économique et social créé par Lula pour élaborer un nouveau « contrat social » brésilien. Quant à Lula, je dus attendre novembre 2000 pour le rencontrer en tête-à-tête. J'en parlerai plus loin.

En trois décennies, j'avais développé une grande familiarité et une forte affinité avec le monde latino-américain et, en particulier, avec le Brésil. Plus précisément, au Brésil, avec les *gauchos* : c'est ainsi que se désignent les habitants de l'État méridional de Rio Grande do Sul, limitrophe des pampas de l'Argentine et de l'Uruguay. Et cela, depuis que, en juillet 1998, j'avais effectué un reportage pour le *Diplo* sur

l'expérience du budget participatif de Porto Alegre. J'avais été fortement impressionné par cet exemple de démocratie de terrain en action. J'avais mesuré à quel point elle impliquait, pour les élus et les fonctionnaires municipaux, un militantisme dévoreur de temps, à la limite de l'abnégation, s'ils voulaient réellement – et c'était le cas – jouer complètement le jeu de l'écoute et du respect des revendications des populations.

Ce qui m'avait aussi frappé, c'est que les trois quotidiens de Porto Alegre ne parlaient pratiquement jamais de cette expérience – et les rares fois où ils le faisaient, c'était pour la dénigrer –, alors qu'elle était connue et étudiée à l'étranger, et en particulier en France où, entre autres, l'équipe municipale de Patrick Braouezec à Saint-Denis la suivait de près. Mon article, paru en août 1998² et traduit dans la douzaine d'éditions étrangères que comptait à ce moment-là le *Diplo*³, contribua à relancer et à élargir l'intérêt pour la pratique politique d'une

2. Bernard Cassen, « Démocratie participative à Porto Alegre », *Le Monde diplomatique*, août 1998. Pour approfondir cette question, on se reportera à trois ouvrages : Martine Hassoun, *Porto Alegre. Voyage en alternative*, Syllepse, Paris, 2001 ; Marion Gret et Yves Sintomer, *Porto Alegre, La Découverte*, Paris, 2002 ; et *Porto Alegre*, texte d'Estelle Granet, photographies de Jacques Windenberger, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2003.

3. Elles sont actuellement au nombre d'une vingtaine, sans compter une autre vingtaine d'éditions Internet.

ville considérée comme un laboratoire de la démocratie participative.

Dans le cadre de mon enquête, j'avais eu l'occasion de m'entretenir plusieurs fois avec le maire en fonction, Raul Pont (1997-2000), ainsi qu'avec les deux premiers magistrats, membres du PT comme lui, qui l'avaient précédé. D'abord Olivio Dutra, sous le mandat (1989-1992) duquel avait été lancée l'expérience du budget participatif, et qui, au moment de ma visite, était engagé dans la campagne électorale qui allait le mener à la tête du gouvernement de l'État en 1999 puis, en janvier 2003, aux fonctions de ministre de la Ville dans le gouvernement de Lula. Ensuite, Tarso Genro qui lui avait succédé de 1993 à 1996, avant de revenir à la mairie en 2001 et de la quitter prématurément en 2002 pour briguer la succession d'Olivio Dutra au gouvernement de l'État, qui lui échappa de peu aux élections d'octobre 2002.

C'est dire que je connaissais personnellement et avais lié des relations d'amitié et de confiance, confirmées par d'autres rencontres en Europe ou ailleurs au Brésil, avec trois des principaux acteurs de la vie politique de Porto Alegre. Je me sentais en terrain de connaissance dans cette ville où je m'étais par ailleurs fait d'autres amis. Cela ne fut pas sans influence sur l'organisation du premier Forum. Mais revenons à mon entretien avec Chico et Oded.

À peine assis dans mon tout petit bureau, les deux compères me précisèrent l'objet de leur visite : l'association Attac, dont ils connaissaient parfaitement les activités et l'audience grandissante, serait-elle disposée à organiser – sans doute, dans leur esprit, en France – un contre-Davos ? Il n'était en effet plus acceptable, selon eux, que le rendez-vous annuel des maîtres de la finance et des transnationales, dont la session 2000 venait de se terminer, ne suscite aucune réaction de grande ampleur. Ce dont je n'eus évidemment aucune difficulté à convenir. Je leur rappelai cependant que des actions, manifestations ou rencontres anti-Davos avaient déjà lieu, sur place, mais toujours avec une portée limitée.

Ainsi, un an auparavant, le 30 janvier 1999, en pleine session du Forum économique mondial (en anglais, World Economic Forum – WEF), Attac, avec d'autres partenaires – le Forum mondial des alternatives, la Coordination contre les clones de l'AMI et le réseau Saprin (qui analyse les ravages des politiques d'ajustement structurel) – avait tenu une conférence de presse dans un hôtel de la station de ski suisse elle-même. Cette initiative, intitulée « L'Autre Davos », prenait le relais d'un séminaire tenu les deux jours précédents à Zurich, et elle avait connu un certain succès médiatique. Mais, comme je m'en rendis compte, la topographie de Davos et la vigilance musclée

de la police et de l'armée suisses écartaient toute possibilité d'organiser sur place un forum alternatif d'envergure, du même type que ceux qui, depuis Seattle, accompagnent maintenant tous les rendez-vous de la Banque mondiale, du FMI ou de l'OMC. Il fallait donc trouver un autre site, mais lequel ?

En un quart d'heure de réflexion à voix haute avec mes deux visiteurs, trois points furent acquis.

Premièrement, de mon point de vue, un contre-Davos ne pouvait se tenir en France, trop proche à tous égards de la Suisse. Il fallait une rupture géographique et symbolique, donc trouver une ville d'un pays du Sud. Je fis valoir que le Brésil était, et de loin, le meilleur candidat, compte tenu de la puissance de ses mouvements populaires et des appuis politiques et logistiques dont nous pourrions y disposer. Je pensai bien sûr à Porto Alegre où la mairie et le gouvernement de l'État étaient entre des mains amies. Ce n'était sans doute pas la ville à laquelle des Paulistes (habitants de Sao Paulo) comme Chico et Oded auraient spontanément pensé. Ils admirent toutefois volontiers les vertus d'un choix aussi emblématique.

Pour s'opposer à Davos, tout en tirant parti de son existence et de sa notoriété, il fallait donner à l'initiative projetée *presque* la même appellation. Il suffisait simplement de changer un adjectif : ce ne serait pas le Forum *écono-*

mique mondial, mais le Forum *social* mondial (FSM). Il ne s'agissait pas seulement là d'une variation lexicale. Le propos était de montrer que le futur rendez-vous de Porto Alegre placerait au poste de commandement les intérêts des sociétés, des femmes et des hommes, et non pas ceux de l'économie et de la finance. En un seul mot, tout serait dit !

Deuxièmement, afin de poursuivre le parallélisme conflictuel avec Davos, il fallait que le FSM se tienne exactement aux mêmes dates que le WEF. C'était là une manière, fortement symbolique également – mais, avant tout, une stratégie à visée médiatique –, d'offrir une alternative, sans indécision ni échappatoire possible, entre David et Goliath : compte tenu de l'éloignement entre les deux sites, il faudrait choisir (pour les responsables politiques, syndicaux, voire associatifs, comme pour les journalistes), aller soit à Davos, soit à Porto Alegre.

La première édition du Forum social mondial viendrait confirmer que la quasi-homonymie des deux manifestations et leur simultanéité constituaient des atouts maîtres. Le fondateur et président de Davos, Klaus Schwab, en fit lui-même l'aveu, non sans un profond agacement. S'exprimant devant des journalistes à Buenos Aires, le 21 mars 2001 (soit deux mois après le premier FSM), il déclara en effet que le FSM avait commis « un détournement négatif » de la renommée du WEF. « Cela brouille les cartes,

poursuivit-il : De manière très intelligente, vous mettez votre nom à côté d'un autre, mondialement connu, comme celui du Forum de Davos, et vous devenez connu. » Pour qui est familier des logiques médiatiques, la conclusion de M. Schwab était en partie exacte : « Sans Davos, personne n'aurait jamais entendu parler de Porto Alegre. » Disons qu'il aurait fallu plusieurs années pour arriver à un résultat obtenu en l'espace de quelques jours, mais n'anticipons pas...

Après que ces trois orientations eurent été décidées, il fut convenu que Chico et Oded entreprendraient aussitôt les démarches nécessaires au Brésil, tant en direction des mouvements sociaux et syndicaux qu'auprès de Raul Pont et d'Olívio Dutra à Porto Alegre. De mon côté, je leur promis de me rendre sur place dès qu'ils me feraient signe, et, sans avoir le sentiment de m'engager outre mesure, je leur garantis l'appui d'Attac pour cette initiative. Je ne doutais pas non plus une seconde que *Le Monde diplomatique* serait également partie prenante, mais je voulais d'abord m'en assurer auprès d'Ignacio Ramonet, ce que je fis dans l'instant qui suivit leur départ. Comme j'en étais certain, Ignacio « cliqua » immédiatement, et se réjouit par avance de ce missile lancé contre le Forum de Davos dont il avait déjà dénoncé les scandaleuses prétentions dans son éditorial du *Diplo* du mois de janvier 1996.

2.

La balle dans le camp brésilien

Les choses ne traînèrent pas. C'est au début du mois de mai suivant (nous sommes toujours en 2000) que l'initiative prit corps lors de réunions tenues à Sao Paulo puis à Porto Alegre, et auxquelles je participai. Petite anecdote qui en dit long sur le potentiel du FSM avant même qu'il ne soit lancé : une autre ville et un autre État du Brésil étaient disposés à l'accueillir ! Avant de me rendre à Sao Paulo et dans le Sud, j'avais, en effet, effectué un détour par Belo Horizonte, capitale de l'État de Minas Gerais (l'État des « Mines générales ») où, après ma tournée de mars 1999, j'étais revenu à la fin septembre de la même année pour participer à un colloque de l'Assemblée législative de l'État sur « Les politiques macroéconomiques alternatives pour le Brésil » au cours duquel j'avais fait une communication sur la taxe Tobin⁴.

J'y avais rencontré le gouverneur (et ancien président de la République) Itamar Franco, alors en combat frontal contre le gouvernement fédéral et le président Cardoso, décidés à lui imposer des diktats du Fonds monétaire inter-

4. J'avais donné au mensuel *Caros Amigos* de Sao Paulo, qui le publia dans son numéro de septembre 1999, un long entretien intitulé « Le Brésil à l'encan ».

national (FMI), auxquels ils adhéraient d'ailleurs pleinement, en particulier des privatisations d'entreprises publiques. Itamar était devenu le porte-drapeau du combat anti-libéral et anti-FMI, et, à ce titre, je l'avais invité à l'assemblée générale 1999 d'Attac prévue à La Ciotat le mois suivant. Il allait y prononcer un discours très applaudi par les quelque 1 500 militants de l'association présents.

Lors de mon nouvel entretien avec lui, le 2 mai 2000, je ne pus m'empêcher de lui dire le motif de mes étapes suivantes à Sao Paulo et Porto Alegre : le projet de FSM. À peine avais-je évoqué notre idée de contre-forum qu'il me proposait déjà de le tenir à Belo Horizonte, plutôt que dans une autre ville, me promettant toute l'aide nécessaire ! Fin politique, il avait d'emblée mesuré quel retentissement pourrait avoir une telle rencontre. Mais le coup était déjà parti, et des engagements pris...

Rétrospectivement, je me suis demandé si, dans l'hypothèse où je n'aurais pas été si attaché à Porto Alegre, ce n'est pas Belo Horizonte que j'aurais proposé à mes amis brésiliens pour accueillir le Forum⁵. La configuration politique

5. Au vu de son expérience d'implication de la population dans la gestion de la ville, et n'était sa position excentrée, Belém, la capitale de l'État du Para en Amazonie, aurait également mérité de recevoir le FSM. Sous l'impulsion de son maire (PT) Edmilson Rodriguez, elle a accueilli deux fois (en 2002 et 2003) le Forum social panamazonien.

de l'État des Mines générales et sa tradition d'indépendance et de résistance à l'oppression s'y prêtaient parfaitement. En effet, c'est là que, en 1789, se prépara une conjuration (connue sous le nom d'Inconfiance minière) contre le colonisateur portugais, inspirée des textes des Lumières. Le 10 mai 1789, soit deux mois avant la prise de la Bastille, le chef de la révolte, le sous-lieutenant de dragons Joaquim José da Silva Xavier, surnommé Tiradentes (« arracheur de dents ») en raison de ses activités occasionnelles de dentiste, fut arrêté à Rio tandis que les autres conjurés étaient emprisonnés dans le Minas. Tiradentes fut condamné à mort, pendu et écartelé le 21 avril 1792. Son nom reste associé à l'événement inaugural de l'émancipation du Brésil qu'est l'« Inconfiance minière ».

Il me fallut donc décevoir Itamar : je repoussai son offre. Le jeudi 4 mai⁶, je rejoignis à Sao Paulo Chico et Oded qui avaient travaillé avec une très grande efficacité. Ils avaient déjà constitué un collectif de huit organisations brésiliennes – parmi lesquelles, outre les leurs, le MST, la centrale syndicale CUT et Attac – acceptant de prendre en main l'organisation du

6. C'est par erreur que, dans la première édition de *Tout sur Attac 2002*, j'avais indiqué les dates des 9-10 mai pour les rencontres de Sao Paulo et Porto Alegre. La deuxième édition reprend les dates exactes : 4-5 mai 2000.

FSM⁷. Le lendemain, le vendredi 5 mai, les rencontres avec Raul Pont et Olivio Dutra nous permirent d'avoir la confirmation de l'appui logistique et financier – décisif – donné au projet par la ville de Porto Alegre et par l'État de Rio Grande do Sul.

C'est en ce vendredi, lors du dîner dans un restaurant allemand de la capitale *gaucha* (l'immigration d'outre-Rhin a largement contribué à peupler l'État de Rio Grande do Sul) que fut prise une décision majeure concernant la responsabilité de l'organisation du Forum. Tous les Brésiliens présents pensaient qu'elle devait être confiée à un comité international (restant à constituer), le comité brésilien en gestation devant se limiter au rôle de bras exécutif. Ils doutaient en effet de la légitimité du seul Brésil pour convoquer une rencontre internationale d'une telle ampleur. Certes, il s'agissait là d'une démarche qui leur faisait honneur, mais je la jugeais de nature à enterrer le projet.

Selon moi, il fallait en effet battre le fer tant qu'il était chaud, capitaliser l'enthousiasme et

7. Les huit structures qui composent le comité d'organisation brésilien (qui sert également de secrétariat au Conseil international du FSM) sont : l'Association brésilienne des organisations non gouvernementales (Abong), Attac, la Commission brésilienne Justice et Paix (CBJP) du Conseil national des évêques brésiliens, l'association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté (Cives), la Centrale unique des travailleurs (CUT), l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (Ibase), le Mouvement des sans-terre (MST) et le Réseau social de la justice et des droits humains).

les appuis que suscitait ici le Forum, donc précipiter sa première tenue dès l'année suivante, en janvier 2001. Cela nous laissait tout juste six ou sept mois « utiles » pour son organisation. Une véritable gageure, et qui l'aurait également été même s'il avait fallu reconduire une opération déjà rodée... Quoi qu'il en soit, dans l'hypothèse la plus optimiste, ce laps de temps aurait à peine été suffisant pour constituer le fameux comité international.

J'imaginai en effet les tractations sans fin qu'il aurait fallu mener. Et d'ailleurs, qui les aurait menées, et avec quels partenaires ? J'étais donc favorable à une initiative unilatérale du Brésil. Tout en mangeant ma choucroute – c'était bien la première fois que cela m'arrivait en Amérique latine ! –, je déployai tous les arguments possibles en direction des personnes présentes autour de la table pour les persuader que leur pays était tout à fait à même de lancer une telle convocation au reste du monde, que l'effet en serait considérable, et que nul ne trouverait à redire à un projet qui viendrait d'eux seuls. Non sans difficulté, je réussis heureusement à les convaincre.

Cette acceptation avait néanmoins sa contrepartie : il m'avait fallu m'engager à aider à mettre le projet en orbite internationale, et à le faire de manière urgente en suscitant la création d'un comité dit « d'appui ». Chacune des huit structures devant constituer le comité d'or-

ganisation brésilien faisait certes partie de réseaux présents sur plusieurs continents, mais ces réseaux n'étaient guère habitués à travailler ensemble. Pour ne prendre qu'un exemple, je voyais mal, en France, Nicole Notat, à l'époque secrétaire générale de la CFDT, organisation-sœur de la CUT, travailler main dans la main avec la Confédération paysanne, partenaire du MST dans le réseau Via Campesina, et encore moins avec Attac France – organisation pour laquelle, comme je m'en rendis personnellement compte, elle éprouvait une profonde aversion –, partenaire d'Attac Brésil...

Il existait un autre obstacle, de caractère géopolitique celui-là : le Brésil, malgré les luttes sociales de grande envergure qu'il s'y menait, n'avait pas de forte visibilité internationale dans la galaxie des acteurs de la lutte contre la mondialisation libérale. Les Américains et, à un moindre degré, les Européens y tenaient les premiers rôles. On l'avait bien vu à Seattle, contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) six mois auparavant, et à Washington, contre le FMI et la Banque mondiale quelques semaines plus tôt. Prendre Porto Alegre pour siège du premier Forum social mondial, c'était d'emblée imposer l'Amérique latine, et donc, avec elle, au moins une partie du Sud, comme troisième acteur à part entière dans une configuration contestataire jusqu'alors en forme de duopole.

Pour être tout à fait franc, c'est ce défi qui, et de loin, me motivait le plus. Je pensais depuis longtemps que si la mondialisation libérale était une dynamique d'origine anglo-saxonne, il ne devait pas en être de même pour la lutte contre cette même dynamique. Elle ne pouvait, à mes yeux, qu'être multipolaire, multiculturelle et multilingue, en particulier par la constitution, au moins dans un premier temps, d'un très fort pôle « latin », comprenant l'Amérique hispanophone et lusophone et l'Europe du Sud.

Pour honorer la promesse de mise en orbite internationale du FSM faite à mes amis brésiliens, je disposais de deux outils : Attac et *Le Monde diplomatique*. Il fallait évidemment commencer par Attac, dotée d'un double atout : d'une part, elle comptait parmi ses membres nombre d'organisations (syndicats et associations) disposant de leurs propres relais internationaux et, d'autre part, elle était insérée, en tant que telle, dans divers réseaux, dont certains (mais en petit nombre) s'étaient déjà réunis : à Saint-Ouen, en décembre 1998, où avait été élaborée la plate-forme du mouvement international Attac ; puis, de manière autrement plus massive, en juin 1999, lors des Rencontres internationales de Paris à Saint-Denis.

3.

Mise en orbite internationale

C'est en effet dans les locaux de l'université Paris-VIII à Saint-Denis, et également sous un immense chapiteau érigé pour la circonstance, qu'avaient eu lieu, du 24 au 26 juin 1999, c'est-à-dire tout juste un an après la création d'Attac, les Rencontres internationales de Paris. Christophe Aguiton, alors secrétaire général d'Attac, en avait eu l'idée et en avait convaincu le Bureau de l'association. Attac avait assuré la totalité de l'organisation et de la recherche du financement. Le conseil général de la Seine-Saint-Denis avait apporté un soutien de 500 000 francs, sur un budget total de 2 millions de francs. Le secrétaire général de l'université Paris-VIII, François Vignaux, avait mis des locaux et du personnel à disposition, et ce à des conditions défiant toute concurrence. L'Institut d'études européennes, dirigé par Mireille Azzoug et où j'enseignais, avait mobilisé ses étudiants, en particulier pour l'interprétation.

Même si elle avait assuré seule le travail d'organisation, Attac avait convoqué les Rencontres en partenariat avec la Coordination contre l'AMI et ses clones, le Forum mondial des alternatives (de Samir Amin et de François Houtart) et le réseau DAWN (Alternative de développement pour les femmes dans une nou-

velle ère). À en faire rétrospectivement l'examen, il saute aux yeux que ces Rencontres ressemblaient déjà à un petit Forum social mondial avant la lettre. Intitulées « La dictature des marchés ? Un autre monde est possible » – oui, le titre était déjà là ! –, elles avaient rassemblé 1 200 participants venus de 80 pays. Cependant, la logique présidant à ces Rencontres (des mouvements qui en convoquent d'autres) était très différente de celle du futur FSM (un cadre est fourni à des mouvements pour qu'ils se rencontrent). Ces deux logiques allaient cohabiter par la suite, non sans tensions parfois...

Dans mon discours d'ouverture des Rencontres, le 24 juin, je déclarai : « Avec vous tous, qui représentez les formes les plus diverses de l'engagement politique, syndical, social et civique de l'Afrique, du Proche-Orient, de l'Asie, des Amériques et de l'Europe, nous constituons, en modèle réduit, la représentation d'un véritable archipel international des luttes contre l'hégémonie de la finance. Un archipel est composé d'îles et d'îlots. Partout, dans tous les recoins du monde, existent ces îles et ces îlots de combat : pour l'accès à la terre, à l'eau, à la santé, à l'éducation, au savoir, à l'emploi, aux droits civiques, syndicaux et démocratiques, pour l'égalité entre hommes et femmes. Mais ceux et celles qui mènent ces combats le font souvent de manière parallèle et isolée, sans

avoir conscience de leur nombre. La quasi-totalité des grands médias ne font évidemment rien pour aider à cette prise de conscience. S'ils consacraient autant de place au recensement de ces îles et îlots qu'à celui des opérations financières, des fusions d'entreprises et autres activités quotidiennes du capital, on verrait effectivement se dessiner un tout autre paysage international. » C'est précisément ce paysage que le Forum social mondial (FSM) ferait émerger de l'ombre...

Plus d'une demi-douzaine de Brésiliens s'étaient déplacés pour ces Rencontres, parmi lesquels Antonio Martins, ainsi que le président et plusieurs autres députés de l'Assemblée législative de l'État de Minas Gerais dont j'avais fait la connaissance à Belo Horizonte. Nous disposions donc déjà, à Attac, d'une expérience d'organisation et de partenariats, ainsi que d'un dispositif de mobilisation internationale très éprouvé. Mais pour le mettre en branle sur une plus grande envergure, celle du future FSM, je devais d'abord obtenir l'accord des instances de décision de l'association.

C'est ce à quoi je m'employai dès mon retour du Brésil, lors des réunions de Bureau des 9 et 16 mai 2000. Le mardi 9 mai, l'initiative fut reçue avec un intérêt poli, sans plus ; aucune question ne me fut posée. C'était la première fois que j'en faisais état publiquement : je n'avais en effet pas voulu l'évoquer avant

qu'elle ne se concrétise au Brésil même, où elle aurait tout aussi bien pu s'enliser. Je la présentai de la manière dont elle était vécue par nous tous à l'époque, et que je croyais « parlante » : une offensive contre Davos. Le titre du point 5 du compte rendu de la séance (que j'ai retrouvé dans les archives) est effectivement intitulé « Contre-Davos au Brésil ».

Je m'attendais à davantage d'enthousiasme, en particulier de la part des deux ou trois membres du Bureau les plus familiers des questions internationales. J'ai le sentiment que l'initiative fut perçue comme sympathique, mais exotique (le Brésil !), en tout cas décalée par rapport aux « vrais » acteurs géographiques connus de l'anti-mondialisation libérale qu'étaient les Américains du Nord et les Européens. Sans doute était-ce aussi une question de trajectoire et de formation personnelles : si, autour de la table de réunion, à peu près tout le monde comprenait et parlait peu ou prou l'anglais, la connaissance de l'espagnol y était rare – pour ne pas parler du portugais –, et la « sensibilité » latino-américaine quasi inexistante. La mienne étant bien connue. Peut-être mes collègues du Bureau jugèrent-ils que le projet « Porto Alegre » (ville que beaucoup, à Attac, orthographièrent longtemps avec deux l, comme le nom du ministre de l'Éducation nationale de Lionel Jospin !) n'était qu'une lubie personnelle qui, vraisemblablement,

n'aboutirait pas. Personne en tout cas ne s'y opposa, et cela seul m'importait à ce stade : la décision était officiellement prise (et consignée) de lancer le processus !

Je revins sur le sujet lors de la séance hebdomadaire suivante, le 16 mai, en m'engageant, dit le compte rendu, à traduire en français et à diffuser « le texte d'orientation élaboré par le groupe brésilien promoteur du projet ». En fait, j'eus très peu de choses à traduire, car c'est moi qui, à la demande des Brésiliens, et sur la base de nos discussions de Sao Paulo et de Porto Alegre, avais rédigé (en français évidemment...) la première mouture du document. Un membre du comité brésilien l'avait traduite en portugais. Elle avait ensuite été amendée, mais à la marge seulement. Il ne me fallut donc pas trop de temps pour reporter les quelques modifications qui avaient été faites. Ainsi, en une semaine, les choses s'étaient mises institutionnellement en place : il y avait une décision d'Attac en bonne et due forme ; un texte commençait à être diffusé, qui précisait que le FSM regrouperait « les principaux acteurs des mouvements associatifs, des syndicats et des élus de tous les pays du monde ». Je pouvais avancer.

J'avais intitulé le document « Un autre monde est possible », mot d'ordre qui, décliné dans toutes les langues, a fait depuis le tour du monde, et est désormais totalement identifié à Porto Alegre. Je n'avais rien inventé : je repre-

nais simplement le titre des Rencontres internationales de Saint-Denis de juin 1999, lui-même emprunté à celui d'un article d'Ignacio Ramonet, publié un an plus tôt dans *Le Monde diplomatique* (mai 1998), et qui fut à nouveau retenu, quatre mois plus tard, comme titre du n° 41 du bimestriel *Manière de voir* (septembre-octobre 1998).

En puisant dans la titraille du *Diplo*, je n'avais pas le sentiment de pratiquer le moindre plagiat. Entre mai et septembre 1998 – et ce n'est sans doute pas fortuit –, il s'était en effet passé un événement de taille, intrinsèquement lié à la vie éditoriale du journal : la création officielle d'Attac, le 3 juin 1998, née de l'éditorial d'Ignacio Ramonet paru en décembre 1997. Cette idée de la possibilité d'un « autre monde » était consubstantielle à la création de l'association. La filiation *Diplo*-Attac-Porto Alegre ne pouvait être mieux illustrée que par cette référence commune...

Le hasard voulut que Christophe Aguiton – qui n'était plus membre ni du Bureau ni du conseil d'administration, mais qui apportait régulièrement des propositions à ces deux instances en tant que responsable des relations internationales d'Attac, fonction créée spécialement pour lui et qu'il occupa jusqu'en décembre 2002 –, fut absent lors des réunions des 9 et 16 mai. Il ne put donc initialement « sentir » le projet que par l'intermédiaire de

l'écrit, ce qui explique peut-être pourquoi, pendant les cinq ou six premières semaines, il n'en fut pas, ès-qualités, un porteur actif, et même pourquoi, malgré l'intuition politique dont il avait fait preuve en imaginant les Rencontres de Saint-Denis un an plus tôt, il ne lui accorda pas immédiatement un intérêt particulier. Peut-être aussi, précisément, parce que le futur et encore hypothétique rassemblement de Porto Alegre ne lui apparaissait pas se situer à 100 % dans la lignée de ces Rencontres – ce en quoi il n'avait pas tort.

Deux éléments allaient l'amener à rattraper ce retard au démarrage : d'un côté, les contacts que, *via* son organisation politique, la LCR, il entretenait avec les animateurs d'une des tendances du PT (la Démocratie socialiste ou DS), particulièrement influente dans l'État de Rio Grande do Sul, et qui lui montrèrent à quel point l'affaire était prise au sérieux à Porto Alegre ; d'autre part, la venue de Brésiliens à Genève à l'occasion du sommet alternatif, prévu du 22 au 25 juin suivant, des associations, ONG et syndicats de 60 pays, parallèlement au sommet social des Nations unies, dit « Copenhague + 5 ».

Lorsque je m'étais engagé à aider à l'internationalisation de la convocation du FSM, j'avais évidemment cette échéance genevoise, fixée à la fin du mois de juin, en tête. Elle tombait à pic. J'avais affirmé à mes interlocuteurs et amis

brésiliens que tout se jouerait à ce moment-là : nous aurions alors la confirmation de la possibilité de tenir le FSM dans les délais acrobatiques envisagés (il restait alors tout juste six mois). Dans une telle affaire, leur avais-je dit, un texte ne suffisait pas : il fallait aussi que le projet s'incarne dans des voix et des visages venus du Brésil.

Avant leur arrivée, il me fallait d'abord préparer et baliser le terrain sur place, à Genève. Le sommet alternatif avait été convoqué par un « Appel aux peuples du monde », dit « Appel de Bangkok », du nom de la capitale de la Thaïlande où, en février 2000, s'était tenue la première réunion internationale post-Seattle (novembre 2000) de certains mouvements sociaux, et cela en marge de l'Assemblée générale de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced). À la réunion de Bangkok, Christophe Aguiton avait représenté Attac, ainsi d'ailleurs que le CCC-OMC (cartel d'organisation de lutte contre l'OMC) et la Confédération paysanne (soit, sourient gentiment certains, deux casquettes de plus que celles, déjà au nombre de quatre ou cinq, qu'il portait en temps normal !). Christophe avait été l'un des principaux rédacteurs de l'Appel signé par différents mouvements sociaux, dont Attac, et publié dans le n° 4, daté d'avril 2000, de notre bulletin *Lignes d'Attac*. Le texte exhortait à « se mobiliser et à s'unir

contre la mondialisation libérale partout où se retrouvent les principaux dirigeants du monde ». La rencontre de Genève se situait dans le droit fil de celles de Bangkok et de Saint-Denis. Le FSM marquerait, lui, une rupture avec cette logique-là. Mais nous n'en étions alors pas vraiment conscients...

Il me faut, à ce propos, préciser que les mouvements altermondialistes ne mettent absolument pas l'ONU dans le même sac que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. À Genève, lors de « Copenhague + 5 », les contacts furent excellents entre le sommet officiel et le sommet alternatif. Juan Somavia, Chilien que je connaissais bien depuis le temps de la dictature, et qui était devenu directeur général du Bureau international du travail (BIT), organisation appartenant à la « famille » de l'ONU, ainsi que le directeur général du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) participèrent au sommet alternatif. Quant au sommet officiel, sa déclaration finale prévoyait la mise à l'étude de la taxe Tobin, dans la perspective du sommet de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement de mars 2002. Malheureusement, sous la pression des États-Unis, cette mise à l'étude ne déboucha sur rien.

Attac avait joué un rôle particulièrement actif, et mis en œuvre des moyens humains et financiers importants (à son échelle, s'entend), dans la préparation de Genève, en liaison avec

le comité suisse de l'Appel de Bangkok, dont faisait notamment partie Attac Suisse. Le sommet alternatif avait un ordre du jour chargé, dans la programmation duquel le projet de FSM ne figurait pas à l'origine, et pour cause : il ne datait que de quelques semaines. Il me fallait donc trouver la manière de l'y introduire efficacement à un moment où même les autres membres de la direction d'Attac ne montraient encore aucune motivation réelle pour Porto Alegre.

Je le fis de trois façons. D'abord, en préparant un texte de présentation du FSM que Maria Ierardi (documentaliste au *Diplo*, et qui avait été l'une des principales chevilles ouvrières de la création d'Attac) et Christophe Ventura (chargé, au siège d'Attac, du suivi de l'international ; lui aussi, peut-être en raison de sa fibre « latine », s'était emballé pour le projet) allèrent déposer, salle après salle, et dans tous les locaux où avait lieu le sommet alternatif, sur chaque chaise de délégué : ainsi chacun serait informé. Ensuite, en « détournant » en partie la conférence de presse du début de la rencontre que Christophe Aguiton avait organisée. Intervenant brièvement en tant que président d'Attac, je passai en effet d'autorité la parole à Antonio Martins qui évoqua la future rencontre de Porto Alegre devant les journalistes, pendant que Maria et Christophe (Ventura) leur distribuaient le document. Enfin,

d'une manière décisive, en organisant l'intervention de Miguel Rossetto, vice-gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul.

Comme nous en étions convenus, il était venu avec une petite délégation dont je présentai chacun des membres à tous les responsables d'Attac présents, ainsi qu'au maximum d'autres participants, de façon à créer ce lien personnel indispensable à toute grande opération internationale. Beaucoup furent étonnés, et certains secrètement flattés, qu'une importante personnalité brésilienne ait fait un déplacement de 10 000 kilomètres pour cette rencontre. Cela me fut très utile pour négocier pour lui un temps de parole, non prévu initialement, lors de la séance de clôture. Je déjeunai avec lui et avec les autres Brésiliens, afin de lui donner tous les éléments de contextualisation, et cadrer son discours.

Je n'avais aucun souci pour la suite, car je connaissais les formidables talents d'orateur de Miguel (devenu, lui aussi, ministre du gouvernement de Lula, avec le portefeuille du développement agricole). Effectivement, il sut faire entendre son appel à se retrouver à Porto Alegre au début de l'année suivante, et à constituer un comité international d'appui au FSM. Il fut acclamé par les quelque 600 délégués présents, représentant environ 200 organisations d'une soixantaine de pays. Il put constater que je n'avais pas exagéré lorsque, le

mois précédent, à Porto Alegre, j'avais insisté sur la capacité de convocation reconnue au Brésil. Dès cet instant, le FSM était inscrit sur le calendrier international des différents mouvements présents...

4.

Une parabole française pour Lula

Ici, une clarification des rôles respectifs du comité brésilien et des autorités locales (dominées par le PT), et donc des partis, s'impose. Certains, notamment après le Forum européen de Florence de novembre 2002, dont il sera longuement question au chapitre 3, et où la présence de Refondation communiste avait été un peu trop voyante, avaient cru pouvoir trouver un précédent dans le rôle qu'avait joué le PT à Porto Alegre, notamment lors de la première édition du FSM. Ce précédent n'existe pas. Certes, on vit nombre d'élus locaux du PT (Raul Pont, Olivio, Tarso, Miguel Rossetto), ainsi que Lula – en tant que président d'honneur du Parti, puis en tant que président de la République – lors des trois Forums tenus dans la capitale *gaucha*. Mais ils n'ont jamais interféré, ni dans la conception du programme, ni dans le choix des intervenants. Et je suis assez bien placé pour en témoigner. Pourtant, tous les membres du comité brésilien sont membres ou

proches du PT. Alors, comment expliquer ce paradoxe ?

Ces responsables avaient immédiatement tenu pour évident qu'une initiative à vocation mondiale comme le FSM ne pouvait pas se réduire à une opération de politique intérieure brésilienne. Familiers de l'Europe pour la plupart d'entre eux, et sans nécessairement se reconnaître dans les thèses de Pierre Bourdieu, ils n'ignoraient rien du caractère sensible des rapports entre partis et mouvement sociaux. Ils ont constamment fonctionné comme collectif recherchant le consensus, sans aucune inféodation au PT (d'autant que leurs sympathies n'allaient pas à la même tendance d'un parti lui-même très divers). Dans un pays où le « verticalisme » est largement inscrit dans les gènes des partis, le comité brésilien a administré la preuve qu'un objet social majeur – le FSM – pouvait se construire en toute indépendance de la sphère politique.

Les cloisons étaient à ce point étanches que des responsables du PT en étaient même venus à craindre qu'elles ne se transforment en lignes de démarcation entre camps potentiellement hostiles. C'est pour en avoir le cœur net que, à l'automne 2000, trois mois avant le premier FSM, Lula demanda à Marco Aurelio Garcia, alors responsable des relations internationales du PT (et aujourd'hui conseiller spécial de Lula pour les relations internationales), d'organiser

une rencontre avec moi. Lula savait que j'avais participé de très près à la conception du Forum, que je connaissais parfaitement la logique qui l'animait et que, non brésilien, je pouvais lui parler sans aucune éventuelle arrière-pensée liée à la situation politique intérieure. L'entrevue se déroula dans un petit salon de l'hôtel Gloria, à Rio de Janeiro, où je fis un rapide aller-retour de Sao Paulo avec Marco Aurelio.

C'était la première fois que je rencontrais le futur président en quasi tête-à-tête, puisque seul Marco Aurelio, que je connaissais déjà, était présent. Je fus immédiatement frappé par l'intensité pétillante et la concentration de son regard auquel il était impossible de se dérober : il voulait savoir, tout savoir. En fait, il ne s'assit pas en face de moi, laissant cette place à Marco Aurelio, mais légèrement de côté, comme pour mieux m'observer. Je savais l'importance du moment : il fallait, d'un côté, rassurer Lula sur l'orientation du Forum, donc se garantir la bienveillance du PT dans son ensemble (et pas seulement celle de ses composantes au pouvoir à Porto Alegre) et, d'un autre côté, réaffirmer l'autonomie du FSM à l'égard de tout parti.

Je choisis de procéder de manière indirecte, mais néanmoins transparente pour mes interlocuteurs : je parlai très peu du FSM et beaucoup des rapports entre Attac et les partis en France. La transposition avec les rapports FSM/PT, implicite dans mon propos, n'était guère diffi-

cile pour un « animal politique » aussi expérimenté et aussi intelligent que Lula. J'expliquai qu'un mouvement comme le nôtre ne se situait pas sur le même registre qu'un parti, mais qu'il n'était en aucune manière, bien au contraire, anti-partis ; que nous avions de nombreux membres de partis dans nos rangs ; que nous entretenions des rapports de dialogue avec les formations qui le désiraient, ainsi qu'avec les élus membres de l'association à l'Assemblée nationale et au Sénat, etc. Le dialogue se fit essentiellement avec Marco Aurelio, Lula se contentant de poser quelques questions très précises.

Après environ une heure de discussion, j'eus le sentiment très net que Lula avait parfaitement compris ce que serait le FSM ; aucune trace de méfiance ne subsistait. Après un *abraço* chaleureux, Marco Aurelio et moi repartîmes en hâte vers l'aéroport Santos-Dumont tout proche, afin de regagner Sao Paulo par la dernière navette. Dans l'avion, mon ami m'indiqua que, à son avis, Lula était pleinement convaincu et solidaire, ce qu'il me confirma le lendemain après s'être entretenu avec lui au téléphone.

J'eus l'occasion de revoir plusieurs fois le chef du PT à Porto Alegre et une fois à Paris. En janvier 2002, avec Roberto Savio (président du conseil de surveillance de l'agence de presse coopérative IPS, et figure marquante des FSM),

je fis une longue interview de lui pour la chaîne de télévision publique de l'État de Rio Grande do Sul. Nous étions en jeans et chemisette ; Lula, en costume-cravate, avait déjà revêtu des habits présidentiels. Il m'impressionna par sa maîtrise des dossiers, son sens de la répartie et, d'une manière générale, par le sentiment de « force tranquille » qui émanait déjà de lui. Je sentis que, cette fois, à sa quatrième tentative, il s'était donné la stature d'un futur président.

Cela dit, pour être honnête, j'ai seulement cru fermement à sa victoire dans les trois derniers mois de la campagne, tant je craignais que la droite brésilienne, qui est loin d'être la plus bête du monde, se mobilise au premier et au second tours pour un candidat prétendument de centre-gauche, afin de lui faire barrage. C'est ce qu'elle avait réussi avec Fernando Henrique Cardoso, bénéficiant, particulièrement en France (et notamment au PS), d'une image progressiste, mais qui se révéla être le fidèle serviteur de l'oligarchie brésilienne et le loyal exécutant des volontés du FMI. Mais, en 2002, Lula rassembla d'emblée de manière suffisamment large pour prévenir toute déconvenue au second tour.

5.

Le *Diplo* et Attac mobilisent

Revenons à Genève, en ce mois de juin 2000. Après le succès du discours de Miguel Rossetto, l'étape, capitale, de légitimation internationale, de « certification » planétaire, était désormais franchie. Elle l'était aussi, en interne, au sein d'Attac France. À partir de ce moment-là, en effet, chacun, au Bureau, puis au conseil d'administration et dans les comités locaux, commença à évoquer Porto Alegre comme une échéance évidente, et à l'intégrer tout à fait naturellement au calendrier de l'association, ce qui impliquait un fort investissement pour en assurer le succès.

Toutefois, la seule mobilisation des réseaux ne suffirait pas à assurer le succès du FSM. Il fallait songer non seulement à tous ceux qui pourraient faire le déplacement à Porto Alegre, mais également à tous ceux, infiniment plus nombreux, qui en entendraient parler – plus ou moins bien – dans les médias. En gros, sensibiliser le segment de l'opinion publique *a priori* acquis au combat anti-libéral, et ne pas trop attendre.

C'est pourquoi, dès le numéro d'août du *Diplo* (qui, contrairement aux idées reçues, est celui de la plus forte diffusion de l'année), Ignacio publia un article intitulé « Davos? Non,

Porto Alegre ». Il y écrivait notamment : « En 2001, Davos aura un concurrent autrement plus représentatif de la planète telle qu'elle est : le Forum social mondial (FSM) qui se réunira aux mêmes dates (du 25 au 30 janvier) dans l'hémisphère Sud, à Porto Alegre (Brésil). C'est en effet un public sensiblement différent qui est attendu : dirigeants syndicaux, responsables d'associations, fondations et organisations non gouvernementales, représentants de réseaux de mouvements citoyens – culturels, écologiques, féministes, de droits humains, etc. – de tous les continents. En bref, non seulement ceux qui étaient à Seattle ou auraient pu y être, mais aussi beaucoup d'autres : organisations de petites et moyennes entreprises du Sud laminées par la « globalisation », Églises, élus nationaux et locaux. Entre 2 000 et 3 000 participants sont attendus, porteurs des aspirations de leurs sociétés respectives. » Et de conclure : « *Le Monde diplomatique*, qui sera évidemment présent à Porto Alegre, en informera ses lecteurs. »

Publié dans la douzaine d'éditions en langues étrangères du *Diplo*, ce texte constitua une puissante rampe de lancement du FSM dans de nombreux pays. On le vérifia rapidement par le courrier et les visites sur les sites d'Attac et du FSM, indiqués en note. Il ne restait plus qu'à organiser matériellement et intellectuellement le Forum...

Rétrospectivement, je suis encore étonné qu'il ait pu se tenir, tant la tâche du comité brésilien était colossale. Il lui fallait d'abord mettre en place toute la logistique : site, inscriptions, logement, transports à l'intérieur de la ville, salle de presse, etc. Heureusement, pour une bonne partie de ce travail, les services de la municipalité et de l'État furent en mesure d'apporter un concours hautement professionnel. Pour la partie conceptuelle, en revanche, le comité devait compter sur ses propres forces. Il lui fallait élaborer la structure du FSM (conférences plénières, ateliers, témoignages) et ses thèmes, identifier les intervenants possibles en veillant à respecter de multiples équilibres (continentaux, de sexe, de types d'organisations, etc.) et les contacter.

Attac France qui, on l'a vu, avait servi à Genève de passerelle entre le Brésil et les divers réseaux mondiaux, joua, dans une certaine mesure, et pour les principales orientations du premier FSM, le rôle de neuvième structure du comité d'organisation, à côté des huit brésiliennes. Ainsi, je fus largement consulté, participai à plusieurs réunions de travail au Brésil, et pus proposer nombre d'intervenants, pas seulement français bien entendu, en puisant largement dans le fichier des collaborateurs et des amis du journal et dans l'environnement d'Attac. Les structures brésiliennes membres du comité d'organisation, et tout particulièrement

l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (Ibase) de Rio, dirigé par Candido Grzybowski, ne manquaient pas non plus de contacts internationaux. Au total, les 16 conférences plénières proposées offrirent un choix d'orateurs très divers, auquel nul ne trouva à redire.

Pendant que, dans la hâte, se préparait ainsi au Brésil le contenu du FSM, Attac, « rebondissant » sur l'article du *Diplo* du mois d'août, multipliait les initiatives pour convaincre les milieux qu'elle influence de participer à l'événement. Le 6 novembre, par le canal de la Coordination des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat membres d'Attac, j'envoyai une lettre d'information et d'invitation à tous les députés et sénateurs. Je leur écrivis notamment : « Il est important que des élus de l'Assemblée et du Sénat, et tout particulièrement ceux des Coordinations Attac, fassent un effort particulier pour être parties prenantes à cet événement. Dans le cadre du Forum, se tiendront en effet deux rencontres qui, outre les conférences regroupant l'ensemble des inscrits, leur sont particulièrement destinées, qu'ils combinent ou non mandat national et mandat local :

- la Rencontre mondiale des parlementaires, organisée par le gouvernement de l'État de Rio Grande do Sul ;

- la Rencontre mondiale des villes et gouvernements municipaux et provinciaux, organisée par la municipalité de Porto Alegre. »

J'envoyai le même jour un courrier identique à tous les responsables des collectivités locales et territoriales membres de l'association. De très nombreux élus français étaient donc informés et conviés aux différents forums. Une série de papiers publiés pendant et après le premier FSM, notamment dans *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur* et *Libération*, tenta d'accréditer l'idée que j'avais « invité » le seul Jean-Pierre Chevènement. Je reviens, en annexe, sur cet épisode révélateur, dont le principal intérêt est de montrer comment certains médias fabriquent un « sujet » de toutes pièces. Quant aux adhérents et aux comités d'Attac, ils étaient régulièrement informés par notre bulletin *Lignes d'Attac*, tout comme les autres Attac du monde, par notre site et par des circulaires *ad hoc*.

Dans le numéro de janvier 2001 du *Diplo*, trois semaines avant l'événement, Ignacio Ramonet revint à la charge, cette fois de manière plus forte et symbolique encore : en « une », son éditorial titrait « Porto Alegre », tout simplement. Il débutait ainsi : « Le nouveau siècle commence à Porto Alegre. Tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, contestent ou critiquent la mondialisation néolibérale, vont se réunir en effet dans cette ville du sud du Brésil où se tient le premier Forum social mondial. » Et, en conclusion, il indiquait que, au FSM, « quelques nouveaux rêveurs d'absolu rappelleront qu'il n'y a pas que l'économie qui

soit mondiale. La protection de l'environnement, la crise des inégalités sociales et la préoccupation des droits humains sont aussi des affaires mondiales. Et c'est aux citoyens de la planète de les prendre enfin en main ».

Cet éditorial eut un impact considérable, en particulier dans les grands médias où notre journal est au moins crédité d'un certain sérieux : si le *Diplo* s'engageait à ce point, c'est qu'il aller se passer des choses importantes à Porto Alegre. Plusieurs confrères, tant en France qu'à l'étranger, utilisèrent ce texte pour convaincre leur rédaction en chef de les envoyer en reportage au Brésil. De son côté, Attac organisa une conférence de presse quelques jours avant le Forum, le 17 janvier, pour faire ressortir l'importance de l'événement. En fait, à cette date, je ne disposais même pas du programme – qui n'allait être diffusé sur place que la veille de l'ouverture des travaux! – et je dus me borner à commenter les éléments que l'on pouvait trouver sur le site du FSM, à mettre en relief le « duel » Porto Alegre-Davos qui ne manquerait pas de s'engager, dramatisation utile, en particulier pour une bonne « accroche » de papier.

Attac jouit, elle aussi, d'une réputation de sérieux : nous ne bidonnons jamais, nos chiffres sont toujours vérifiables, et les médias le savent. C'est grâce à ce capital de confiance que différents organes de presse, s'ils n'avaient pas encore été pleinement convaincus de le faire, se

décidèrent à « couvrir » le Forum. Résultat : la participation française, tant en nombre de délégués, de parlementaires, d'élus locaux – et même de ministres – qu'en effectifs de journalistes, fut la plus importante, en dehors évidemment du Brésil, suivie de très près par l'Italie.

Mais c'est la participation tout court qui constitua la surprise de taille : alors que seulement 2 000 à 3 000 personnes en tout étaient attendues à Porto Alegre (comme l'avait écrit Ignacio dans son papier du mois d'août, à partir des éléments que je lui avais fournis), ce sont environ 4 700 délégués et un total de presque 20 000 participants qui se pressèrent dans le hall, les salles, jardins et allées de l'université catholique (PUC) de la ville dans laquelle le premier Forum ouvrit ses portes le 25 janvier 2001.

6.

Pari tenu

Même si je n'en avais rien dit, j'avais quand même de fortes inquiétudes quant à l'organisation matérielle du Forum. Monter une telle opération en quelques mois tenait du prodige, et malgré toute l'estime que j'avais pour le travail de mes amis brésiliens, j'appréhendais les couacs. Aucun ne se produisit. Les participants

et les médias eurent au contraire le sentiment d'un dispositif parfaitement huilé. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est que, chaque soir, le comité d'organisation brésilien, qui m'invitait à ses travaux, se réunissait jusque tard dans la nuit pour trancher des questions qui se poseraient le lendemain matin. C'est ainsi que la décision de tenir également le Forum 2002 à Porto Alegre, qui devait être annoncée lors de la séance de clôture du 30 janvier, fut prise seulement quelques heures auparavant, entre une heure et deux heures du matin !

Nous avons tenu notre pari. Le Forum était un énorme succès pour le comité brésilien, et un succès auquel Attac avait aussi pris une part notable. Beaucoup de journalistes, sans connaître la genèse du Forum, ont relevé la présence – souvent excessive à leurs yeux – des Français dans ce premier FSM. C'est ainsi que je fus le seul non brésilien convié à prendre la parole lors de la séance d'ouverture, devant plus de 10 000 personnes. Je le fis en espagnol, langue de la quasi-totalité des États du sous-continent, mais que les Brésiliens comprennent, tout comme bon nombre des autres délégués présents au FSM.

Je commençai par une question : « Pourquoi sommes-nous ici ? » La réponse était sans surprise : « Nous sommes ici pour montrer qu'un autre monde est possible. » Après un bref développement, je conclus : « Merci à Porto Alegre,

merci à l'État de Rio Grande do Sul, merci au Brésil. » Je garde encore vivante en moi l'émotion intense que je ressentis sur cette tribune, face à cette salle immense applaudissant non pas moi, mais le bonheur de se retrouver « tous ensemble », comme nous l'aurions exprimé en français.

Les Brésiliens qui – avec les autres Latino-Américains – étaient très majoritaires dans la salle, aiment profondément leur pays et n'ont pas honte de le dire... et de le chanter. Des esprits chagrins qui, hors de France, sont incapables de penser autrement qu'à travers leurs catégories hexagonales étriquées – et ils sont nombreux dans certains milieux se réclamant de la gauche, voire de l'extrême gauche – voient du « nationalisme » partout. Grossière erreur d'analyse : pour la gauche brésilienne, la fierté nationale, voire régionale (on est pauliste, gaucho, mineiro, etc.) va de pair avec un internationalisme sans faille.

Ainsi, lors de la séance d'ouverture, le 25 janvier, fut lue la liste des pays représentés – par ordre alphabétique, de l'Albanie au Zimbabwe –, les délégués correspondants étant priés de se lever pour qu'on les identifie et les applaudisse. En tête à l'applaudimètre, sans surprise : le Brésil, mais *ex-aequo* avec... Cuba, classement dont ceux qui ne connaissent pas l'Amérique latine ne comprendront jamais la signification, tant elle est indépendante des cri-

tiques que l'on peut faire à un régime de parti unique. Non loin derrière, en troisième position : la France – avant le Mexique (pour Marcos), le Venezuela (pour Chavez) et l'Italie.

Je vis deux choses dans ce sondage de popularité en grande nature. D'abord un témoignage de la bonne image dont, contre vents et marées, la France continue à bénéficier en Amérique latine, et qui est directement indexée sur sa capacité présumée de résistance à Washington (ce que la crise irakienne confirma deux ans plus tard) et à la mondialisation libérale (ce qui n'était malheureusement pas le cas pour les politiques gouvernementales de Lionel Jospin, ni plus tard de celles de Jacques Chirac). Ensuite, un hommage des Brésiliens au travail que, certes dans des proportions très différentes, nous avons réalisé en commun pour le succès de ce Forum, et dont beaucoup n'ignoraient rien.

Dès la fin de ce premier FSM, un nouveau cycle s'enclencha. Restait à mondialiser géographiquement un Forum social qui se voulait mondial...